

Merci de respecter la mise en forme de ce document (police, caractères, marges, etc)

## Formulaire de restitution d'une synthèse

Arrondissement : Pau (64)

Merci de supprimer les intitulés qui ne correspondent pas à votre situation

### Type de réunion

Réunion de collège public

Collège de SERRES-CASTET

### Discussion sur le constat

Pas de discussion.

Pétition de principe d'un représentant F.C.P.E. : « *les dés sont pipés, les décisions prises, le temps est compté, le délai imparti est insuffisant, la débat vient mal à propos (il aurait fallu débattre lors des « mouvements de mai/juin »). Nous boycottons donc les débats du 02 et du 05 décembre 2003* »

### Numéro et titre du premier sujet traité

N° 5 : quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

Le débat a fait apparaître de manière au moins implicite des conceptions différentes, sans qu'elles s'expriment sur un mode conflictuel mais sans que le débat non plus ait à proprement parler lieu. On a seulement entrebâillé des portes.

Ce fut la cas notamment en préalable à la discussion sur le socle commun de la question des responsabilités respectives des parents et de l'école, pour ne pas dire des enseignants, dans l'éducation. A l'observation selon laquelle les parents étaient responsables de l'éducation de leurs enfants on a opposé le concept de « co-acteurs » pour rappeler que les enfants et adolescents passent davantage de temps dans l'école que dans la famille et que « *donc les parents ne sont pas seuls responsables de l'éducation* ». On a dans cette perspective contesté l'adéquation échec scolaire et catégories socio défavorisées. La question du socle de connaissances était dès lors difficile à poser puisque était explicitement contesté l'idée « *qu'on fait tout faire à l'école, qu'elle se perdait dans tout ça, qu'elle perdait de vue ses missions* ». Sur la question de la prééminence de l'instruction sur l'éducation, le débat devenait difficile. On a donc évité de mettre en regard les deux options : « *faire moins et essayer de faire mieux* » « *faire davantage en exigeant, cela va de soi, des MOYENS* ».

Appel a été fait aux vertus prospectives, critiques et imaginatives des participants qui ont été invités à briser les schèmes de pensée franco-français : pourquoi ne pas réfléchir sur la partition qui isole dans notre pays différents types d'école et de formation, de classes d'âge ? Pourquoi ne pas récuser les limites d'âge qui imposent aux élèves des acquisitions sans souci des rythmes d'apprentissage ? Pourquoi un socle commun est-il obligatoire quand bien des états voisins s'accoutument de variations parfois importantes dans le cadre d'autonomies régionales ?

Pour aborder le socle de connaissances, les objectifs de l'école ont été en partie éclairés :

- On a parlé de réussite (scolaire) pour définir une des missions de l'école, l'épanouissement de la personne par l'intégration sociale.
- On a parlé d'édification du citoyen qui sache faire des choix, actif pour qu'il ne subisse pas la société.
- Le socle de connaissances, lui, a paru difficile à définir : des méfiances se sont exprimées : veut-on vider l'école d'une partie de ses tâches d'enseignement ? S'agit-il de faire des économies ?

On a donc réfléchi sur le concept même de socle et sa nécessité. Comment prendre en compte la diversité culturelle. Faut-il un même costume pour tous, gros et petits, grands et maigres. Ne confond-on pas équité et égalité. Le pôle de l'instruction a ainsi été difficile à définir :

Doit-on rétrécir le socle actuel sur un noyau dur (langue nationale, maths, une langue étrangère et encore) et faire des propositions optionnelles. La question de la langue basque, outil de culture et moyen d'entrer dans le monde de travail tout en dépassant les frontières a permis de couvrir la question du socle minimum commun à la mission de l'école qui prépare aux métiers : ce qui a conduit à noter la tension entre l'apprentissage de la culture, du passé, le souci de préserver un espace à part et la nécessité de préparer à une société ouverte, en mutation de plus en plus rapide. On a évoqué le rôle de l'école comme propédeutique au monde du travail : il faut préparer l'élève à sa ductilité et mobilité sans cependant le former pour mieux l'adapter aux besoins du marché.

Enfin, de façon presque lasse, paresseuse, on a admis la nécessité d'un socle commun sans pouvoir le définir ... Dans ce socle, on a cependant rappelé que la lecture, et donc les outils de la langue écrite étaient une condition sine qua non de l'acte d'enseigner.

On a entendu encore, sans contradicteur : « *au fond, ça ne marche pas si mal* » et aussi : « *le bilan est fait de l'échec du collège unique* ».

## Numéro et titre du deuxième sujet traité

### N° 21. Faut-il redéfinir les métiers de l'École ?

Compte tenu des ambiguïtés et différences de point de vue non examinés lors de la précédente question (05), la re formulation suivante n'a pas trouvé d'échos : « *l'enseignant reste-t-il enseignant, chargé de l'instruction, ou est-il aussi un éducateur ?* »

La question a été jugée oiseuse par certains des professeurs présents.

Les propos suivants ont été tenus par un parent d'élève : « *L'école doit changer, mais comment et avec quels moyens ? Il faut faire une chose bien mais jusqu'au bout et non faire se succéder les réformes sans les évaluer. Il est bien triste de voir que quand on demande aux élèves pourquoi ils vont à l'école, ils ne savent quoi répondre. Les enseignants doivent se centrer davantage sur leurs missions et il faut moins d'élèves par classe, sinon, on ne peut s'occuper de élèves en difficulté. Le personnel de vie scolaire a sa place dans l'établissement ; il accompagne les élèves et les professeurs dans leur travail. Or, ces personnels sont précaires (ex : missions emplois/jeunes qui disparaissent). Sans des personnels suffisants en vie scolaire, on ne peut pas cadrer les élèves difficiles. Il faut encore assistante sociale et infirmière pour que l'enseignant puisse se concentrer sur ses missions et encore des lieux pour que les enseignants puissent travailler en équipe.* »

Un constat en quatre points, porté sur des plans très divers, n'a pas été commenté :

- l'enseignant ne possède pas (plus) de caractère sacré.
- L'école n'est pas (plus) un sanctuaire.
- « *L'élève entre à l'école avec le monde dans son cartable* ».
- Jadis, les adolescents pour la plupart étaient dans le monde du travail ; aujourd'hui, ils sont à l'école.

Le débat a porté plus sur les caractéristiques des nouveaux élèves et les valeurs qui fondent leurs comportements que sur la re fondation des métiers de l'école.

Le consensus exprimé a été le suivant : les valeurs ont changé et avec elles les élèves.

Ces valeurs seraient les suivantes : perte du sens du collectif et donc montée en puissance de l'individualisme. Corrélativement, disparition inquiétante de la notion de respect de l'autre (Attention cependant. Il n'est peut-être pas plus irrespectueux que ses aînés : ne peut-on penser que la société accepte moins facilement aujourd'hui certains comportements qu'elle jugeait d'évidence autrefois.) ; désintérêt pour la solidarité, l'entraide ; prééminence du plaisir et du plaisir satisfait dans l'immédiat, sans préalable ; puissance de l'idole argent ; négation de l'effort ; reconnaissance et affirmation des droits // incompréhension, ignorance, invisibilité des devoirs. Avec une conséquence : l'école enseigne des devoirs, des règles de vie commune ; elle s'applique à enseigner ce que la société ne pratique pas, mieux ce qu'elle nie. Le maître mot du rapport aux choses et aux personnes, c'est la consommation et le mode

d'usage, le zapping. La société de service est partout : l'enseignant devient un prestataire de service et les métiers de l'école tendent à devenir des métiers d'employés de maison, « *on est des larbins* », dit un professeur.

Cet acte d'accusation étant porté, on a observé cependant que cet adolescent possède des acquis différents de ceux de ses aînés, d'autres connaissances, d'autres qualités. Sans doute aussi les enfants et adolescents ont-ils plus de crainte de l'avenir que nous-mêmes adultes n'en avons à leur âge.

Et au fond, a-t-on reconnu en conclusion, ne peut-on, nous adultes, convenir que *les élèves ne font que reproduire nos modes de fonctionnement*. Pourquoi seraient-ils différents ?

### **Numéro et titre du troisième sujet traité**

**N° 16. Quelles relations établir entre les membres de la communauté éducative – en particulier entre parents et professeurs et entre professeurs et élèves ?**

Des parents d'élèves ont exprimé avec beaucoup de vivacité qu'alors qu'il étaient élus, rien n'était fait pour leur permettre d'assister aux réunions « *je suis agréablement surpris (amertume dans la voix) de voir que je suis appartenant à la communauté éducative.* ». Les horaires de réunions devraient être mieux aménagés pour permettre la participation parentale, a-t-on entendu.

On déplore la disparition du bénévolat. On remarque que l'engagement parental à l'école est de plus en plus exigeant. On observe qu'une rémunération des parents ne suffirait sans doute pas à résoudre la difficulté.

On déplore encore que l'école ne soit pas assez accueillante pour les parents. Pourquoi, fait-on remarquer ne pas essayer de changer cette image en ouvrant davantage les locaux scolaires avec des raisons ou prétextes divers ? Pourquoi ne pas créer des situations moins conventionnelles de rencontre entre parents et monde de l'éducation ? Un professeur note que pour cela, « *il n'y a pas de lieu ni de temps.* »

Un parent d'élève souligne et conclut : « *on manque tous de considération, en tant que parent délégué, enseignant, C.P.E. On est dégoûté par la façon dont nous considère le système. Et les enfants s'engouffrent là-dedans (dans ce mépris, cette déconsidération ?)* »

Une suggestion est émise sans être relevée : ne peut-on imaginer que du temps soit donné aux enseignants pour recevoir autrement les parents ? On connaît certains Etats où les enseignants travaillent sur une base de 32 h., toutes missions comprises, dans les locaux de l'école. « *ils assurent les remplacements, se chargent du C.D.I. reçoivent les parents* ». Beaucoup de pays note-t-on encore fonctionnent sans surveillants. « *Si on examine des solutions dans les structures présentes de l'école on ne trouvera pas. On cherche sans trouver depuis 20 ans. Il faudrait dépasser nos schémas de pensée.* ».

On regrette que les professeurs en difficulté compte tenu de la pénibilité de leurs tâches, devant des classes à effectifs jugés trop importants, ne puissent pas trouver d'alternative dans « *leur parcours de vie* ». Le nombre de postes offerts pour des reclassements de personnels en difficulté est jugé ridicule. A cet égard, on note que les professeurs manquent d'outils en matière de psychologie pour gérer les groupes.

On entend encore « *on est heureux dans ce système.* » « *Il y a de bonnes choses dans le système.* »

## Numéro et titre du quatrième sujet traité

### N° 07. Comment améliorer la reconnaissance et l'organisation de la voie professionnelle ?

On a réduit le champ proposé à la réflexion sur la voie professionnelle aux L.P.

La question de la valeur des professions auxquelles conduit l'enseignement professionnel a été très clairement posé :

- en termes de salaire,
- en termes de réalisation de la personne.

L'accord n'a pas été trouvé sur la validité des représentations avec le réel. Sur la facilité ou la certitude de trouver un emploi, sur la réalisation des talents et l'épanouissement du moi, sur la salaire qui permet de gagner bien ou correctement sa vie, les uns ont jugé la voie professionnelle avec faveur, d'autres l'ont estimé dédaignée à bon droit. Il était donc difficile sur cette base d'engager une réflexion sur la valorisation

La discussion a quelque peu erré : on a admis que les fluctuations du marché du travail n'étaient pas favorables à la promotion de la voie professionnelle auprès de parents qui cherchent stabilité et sécurité pour leurs enfants. On a tenté rapidement de démonter les modes de pensée paresseux : on a dénoncé le simplisme de la formule « qui peut le plus peut le moins » qui conduit à négliger une voie de recours jugée secondaire, on a rappelé que « *le diplôme ne fait tout dans le monde du travail : c'est l'individu qui valorise ou déprécie son diplôme par la qualité de son travail.* »

Cependant, on a reconnu qu'à tout le moins, l'image reçue était sévère voire injuste. L'orientation en L.P. reste perçue comme un pis-aller, voire une punition mais plus par préjugé que par opinion fondée.

On a le sentiment que l'agitation propagande des L.P. n'a pas changé profondément les représentations, qu'on voit difficilement en la matière quoi faire de plus. En revanche, sur l'éducation à l'orientation, beaucoup reste à faire, a-t-on jugé. C'est toute la politique d'éducation qui devrait être reprise pour être étendue à l'école primaire et s'adresser aux professeurs et même aux parents pour combattre les représentations. On peut changer le regard d'un élève ou d'un parent sur une profession par une visite, un mini-stage, une séquence : les preuves sont là ! Mais pour cela a-t-on entendu, il faut des MOYENS !

On a noté cependant quelques remarques dubitatives sur la fonction de l'E.A.O. appliquée à la voie professionnelle: la question est destinée—les statistiques et observations le montrent—aux plus faibles, aux catégories les moins favorisées les plus fragiles : « *a-t-on jamais vu une politique d'éducation à l'orientation visant la valorisation de la voie professionnelle et s'adressant à l'ensemble des élèves ?* ». Que dire de ces pays où l'on ne distingue pas les voies, où l'on va à l'école, au lycée et pas au L.P. honni de ...

On a posé et opposé, de manière feutrée, la question du choix et de la sélection : l'élève doit pouvoir choisir, c'est là la question a-t-on entendu et à un autre moment : « *on n'échappe pas à la sélection, on est choisi* ». Mais on s'est gardé de mettre en regard ces points de vue.

On a évoqué le poids du conditionnement social car « *l'école toute seule ne peut pas tout changer.* ». On peut tenter de modifier à l'école les représentations mais quand les parents d'élèves disent le contraire des professeurs, que peuvent ces derniers ? Comment parler dans tel ou tel métier d'effort alors que hors l'école, tout est facile, donné ? Comment traiter des- métiers et professions dans leur richesse et leur complexité quand les élèves s'intéressent avant tout aux salaires ?

## Numéro et titre du cinquième sujet traité

### N° 08. Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Un certain fatalisme s'est exprimé dès l'orée du débat quant à la possibilité de faire émerger des solutions : « *s'il y avait des recettes, tout le monde les appliquerait.* »

On a évoqué rapidement des raisons de l'échec des élèves : ceux qui ne réussissent pas, a-t-on affirmé, n'effectuent pas de travail régulier, suivi ; ils ne fonctionnent que par à-coups. Ils mémorisent donc mal. La régularité, la constance dans le travail plus que la quantité de travail fait difficulté. On a paru d'accord pour souligner que même le bon élève doit être suivi par les parents dont c'est le travail.

La question de l'évaluation a été posée : élèves et parents ne travailleraient que pour la note. Au lieu de passer son temps à noter, contrôler, il faudrait évaluer les élèves, procéder par compétences, comme dans les petites classes. Un des principes de l'évaluation formative, c'est de s'attacher à donner à chacun ce dont il a besoin. « Le même costume pour tous a-t-on souligné, c'est l'égalité et non l'équité ». La pédagogie différenciée est donc liée à l'évaluation formative.

A cette position on a opposé la difficulté plus grande au collège que dans l'école élémentaire d'utiliser cette pédagogie. On a souligné que les conditions de travail de l'enseignant et de l'élève y étaient différentes, que la pédagogie différenciée était difficile avec de gros effectifs. Le drame, c'est que les professeurs n'ayant pas les moyens d'enseigner ainsi, on a jeté la méthode avec pour corollaire un repliement sur des pédagogies fondées sur l'autoritarisme professoral.

Un parent d'élève a noté que l'écart se marquait de plus en plus en plus entre les élèves qui réussissent et ceux qui échouent ; elle a souligné que ces derniers étaient des enfants appartenant à des catégories défavorisées. On a rétorqué que cet échec était plutôt la faillite de la société que de l'école. Les familles dénigrent l'école, les médias proposent comme symboles de la réussite des sportifs, des chanteurs. Si dans la famille, dans les médias, on montre que la culture, l'esprit critique ne valent rien, que peut faire l'école ? On plonge les élèves hors de l'école dans le plaisir le « vite fait, vite gagné », la consommation facile, le culte du superficiel, le mépris de l'épanouissement personnel, de la recherche personnelle. Le bouquet serait quand un ministre de l'éducation dénigre des professeurs (anecdote de l'agrafeuse). Comment demander à l'école de contrebalancer la société et ses mythes et valeurs ? A l'école on doit apprendre l'esprit critique et la société apprend à subir « tout va arriver sans effort. ».

On s'est alors interrogé sur les objectifs affichés et ceux bien réels de l'école. L'éducation nationale ne voudrait-elle pas former seulement un citoyen et un consommateur au lieu de former un individu. Quant aux progrès induits par le collège unique et la massification ils sont relatifs, on laisse toujours des élèves sur le bord du chemin mais simplement un peu plus tard.

Pourtant, a-t-on objecté, il faut bien un jour ou l'autre sélectionner : « *autant que ce soit l'école qui organise la sélection plutôt que de laisser ce rôle à la sauvagerie du monde du travail* ». Après tout, cette résistance au mot sélection n'est-il pas dû à la tradition républicaine chez les enseignants qui le perçoivent contradictoire avec le concept sacré d'égalité (en oubliant que l'école jadis séparait, trait, récompensait !). Ceci dit, la fonction sélective doit-elle se heurter à la mission culturelle ? doit-on pour cela empêcher de suivre des cursus longs qui ouvrent à la complexité du monde, complètent le bagage culturel « *la caissière avec une licence d'espagnol, doit-on vraiment et au nom de quoi l'arrêter plus tôt dans son parcours ?* »

Un parent d'élève souligne que le plaisir, le désir sont absents de question pédagogique de l'inappétence des élèves. On peut expliquer leurs besoins aux élèves, mais comment justifier le manger fade et le boire plat ?

Un professeur fait remarquer que l'enseignement plus qu'avant explique le pourquoi d'un travail ; il s'attache à donner un sens, à souligner que l'école c'est pour l'épanouissement de la personne pas seulement pour des acquisitions scolaires. Ils semblent comprendre en 6<sup>e</sup> le sens de l'école et le perdre peu à peu, note encore un professeur.

L'interdisciplinarité est jugée difficile à mettre en œuvre, hors affinités électives. On reconnaît que le fonctionnement cloisonné, « *c'est plus facile.* » Pour l'interdisciplinarité, il faut de la

concertation, de l'investissement, une remise en question pour lesquels les professeurs ne se reconnaissent pas prêts.

Le débat se clôt sur l'évocation de la monstruosité de certains programmes.

### **Numéro et titre du sixième sujet traité**

*N° 17. Comment améliorer la qualité de la vie des élèves à l'École ?*

La discussion s'est épuisée très rapidement. Le collège de Serres-Caste a été jugé plutôt exemplaire à l'égard de la vie des élèves et a épuisé l'imagination de participants fatigués. On a seulement entendu dire que les journées étaient trop longues, que les locaux changeaient les comportements des élèves, que les rythmes scolaires mériteraient plus d'attention

### **Remarques complémentaires sur le débat (facultatif)**

---

#### **Trois priorités pour l'École**

- 1** Constituer des établissements à taille humaine.
- 2** Définir un socle commun en termes de compétences à la fin de la classe de 3<sup>e</sup>
- 3** Construire une réelle politique de l'orientation